

Micro tendu du Président de la République depuis le Sommet du G7 à Kananaskis, au Canada.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup d'être là. Je vais peut-être faire un point rapide alors que nous avons passé les trois premières séances de ce G7, et avant le dîner de travail qui portera sur plutôt les questions géopolitiques, et tout particulièrement l'Iran et l'Ukraine, d'abord pour remercier le Premier ministre Mark Carney de son accueil ici au Canada pour ce G7, dans son état d'origine, et si je puis dire chez lui, dans ses rocheuses canadiennes, et dire qu'à ce stade, nous avons eu des discussions qui ont permis d'aborder plusieurs sujets.

D'abord, le contexte macroéconomique et la question des déséquilibres macroéconomiques aujourd'hui, tout à la fois les tarifs commerciaux qui viennent aujourd'hui bousculer le commerce international et les perspectives de croissance, les surcapacités chinoises et les difficultés rencontrées sur plusieurs marchés, la multiplication des crises qui vient aujourd'hui bousculer l'économie mondiale. S'il y a une convergence sur les constats qui sont faits sur cette situation, notre volonté affichée ce matin, poursuivie ensuite et qui, pour moi, est l'un des points clés des discussions des heures et des jours à venir, c'est que ça puisse nous conduire véritablement à engager un travail accru pour trouver une solution par le haut à la question commerciale au moins entre les membres du G7. Et je considère que vraiment aujourd'hui, c'est de notre responsabilité collective, et j'espère qu'on arrivera à convaincre le président Trump tout particulièrement, qu'au fond, les déséquilibres commerciaux peuvent exister entre les pays, peuvent être des questions de spécialité commerciale, de compétitivité, qu'il y a aujourd'hui un déséquilibre commercial qui est lié aux surcapacités chinoises, qu'il nous faut traiter tous ensemble, mais qu'imposer des tarifs entre les membres du G7 est contre-productif au regard de cette question. Et si des accords ont été obtenus avec en particulier les Britanniques, je souhaite que les prochains jours, en tout cas s'il y a une grande convergence de vues avec la Première ministre Meloni, le Chancelier Merz en l'espèce, nous accélérions en ce sens avec les autres Européens. Donc j'espère qu'on pourra aller au bout de ce travail.

Ensuite, nous avons engagé un travail, là aussi, commun et un texte qui a été endossé par tous et qui est très important sur nos dépendances, et en particulier les terres rares et les minerais critiques. Nous avons en effet des dépendances qui se sont constituées ces dernières années. Vous m'avez souvent entendu en parler. C'est au cœur de cette autonomie stratégique pour laquelle je plaide au niveau européen, mais qu'il s'agisse de produits pharmaceutiques, des aimants et terres rares, qui sont nécessaires, par exemple, à notre industrie automobile, qu'il s'agisse de nos semi-conducteurs, qui sont nécessaires en particulier pour nos capacités de calcul, nous avons constitué des dépendances qui sont le fruit à la fois de stratégies industrielles de certains, de nos compétiteurs économiques, là encore la Chine qui a, par des sursubsventions sorti certains acteurs du marché, et aussi par la captation de certaines ressources. Et donc, il est très important que les Européens, et en coordination étroite avec les pays du G7, continuent d'avancer pour diversifier leurs sources, en particulier de matières premières. C'était au cœur, d'ailleurs, de la visite qu'on a effectuée au Groenland hier, et qui est, pour l'Europe, l'une des ressources importantes de terres rares et de minerais critiques à venir, mais c'est aussi toute la réorganisation industrielle que nous sommes en train de faire. Cet aimant que vous voyez, c'est un premier du genre. Il est produit en Estonie, et il est produit avec des composantes qui sont extraites par une entreprise canadienne, et donc il est le fruit d'une coopération entre Européens et Canadiens. Et cet aimant que vous voyez, c'est le début, justement, de ce qu'on appelle un « derisking », c'est-à-dire d'une Europe et des pays du G7 qui, en coopérant, réduisent leur dépendance à la Chine. Là-dessus, il y a une vraie convergence de vues avec un texte, justement, d'action qui a été endossé et qui a été proposé par la présidence canadienne, qui va nous permettre d'avancer plus rapidement sur ce sujet. On sait que ça nous prendra plusieurs années, mais c'est un élément clé.

Et puis, nous avons ensuite longuement parlé des différents risques que nous avons à coordonner, les trafiquants de tous ordres, de personnes, d'êtres humains, de drogues et d'armes, et justement des trafics internationaux qui touchent les équilibres de nos pays. Et là aussi, une position commune a été évoquée, avec en particulier une longue discussion sur la lutte contre les narcotrafics, qui aujourd'hui s'organise de plus en plus sur le plan international et déséquilibre des régions toutes entières. On voit l'impact dans nos sociétés, mais on voit aussi l'effondrement de certains pays comme Haïti, la pression exercée dans les Caraïbes, en Amérique centrale, en Amérique du Sud, et qui nécessite un réengagement des pays du G7. Je le disais, nous reviendrons tout à l'heure sur l'Iran, le Proche-Orient et l'Ukraine, qui n'ont pas donné lieu à des discussions spécifiques et j'ai pu m'entretenir déjà une première fois avec le président Trump et avec le Premier ministre Starmer, le Premier ministre Carney, la Première ministre Meloni, le Chancelier Merz et le Premier ministre Ishiba lors de cette session et j'aurai d'autres entretiens un peu plus tard ce soir et demain, avec d'autres partenaires qui vont nous rejoindre. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Vous étiez justement avec le président Trump sur la guerre entre Israël et Iran. Est-ce que vous le sentez optimiste sur la possibilité d'avoir une négociation ? Est-ce qu'il vous semble prêt à faire pression aussi sur Israël pour cela ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, il y a deux choses. La première, le président s'est exprimé il y a quelques minutes pour dire qu'il y avait des discussions qui étaient en cours, ce qui est une bonne chose. Et donc si les États-Unis d'Amérique peuvent obtenir un cessez-le-feu, c'est une très bonne chose. Et la France le soutiendra et nous le souhaitons.

Ensuite, je le dis, il est absolument essentiel que toutes les frappes de part et d'autre qui se font contre des infrastructures énergétiques, administratives, culturelles, et encore plus contre la population civile, cessent. Rien ne les justifie, rien, et elles sont absolument intolérables.

Ensuite, dès que le cessez-le-feu sera obtenu, et je pense que les annonces qui ont été faites par le président Trump sont tout à fait positives, et le rôle que les États-Unis d'Amérique auront à jouer est clé, les Français, à leur côté les Britanniques et les Allemands, sont disponibles pour reprendre des discussions sérieuses, discussions que nous n'avons jamais cessées. Et je le rappelle ici, la France a été négociateur et signataire du JCPOA en 2015. Nous ne l'avons pas quitté en 2017. Nous avons d'ailleurs multiplié les initiatives diplomatiques entre 2017 et 2019 pour que ce travail soit réengagé, en élargissant, je le rappelle, la question, puisque la proposition française dès 2017, était de pouvoir ré-engager une discussion avec les Iraniens et les Américains sur la question du nucléaire, des activités balistiques et des groupes régionaux qui étaient financés par l'Iran. Et donc nous sommes disponibles, et d'ailleurs les textes du JCPOA le prévoient, pour reprendre une discussion sur la question nucléaire dès qu'un cessez-le-feu sera obtenu. Et en particulier, il est prévu par les textes qu'une commission de résolution puisse se réunir. C'est la dernière étape avant que le fameux mécanisme de « snapback » ne soit activé. La France y siège et nous sommes tout à fait prêts le plus rapidement possible, dès qu'un cessez-le-feu sera obtenu, à réunir cette commission de résolution.

Journaliste

Et Trump est d'accord ? Comment vous interprétez manifestement son départ précipité, là, du G7, précisément à cause de la situation entre Israël et l'Iran ? Est-ce qu'il y a une nouvelle offre de négociation américaine ? Est-ce qu'elle comporte, par exemple, la possibilité d'une rencontre entre Trump et le président iranien ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, il y a une offre qui a été faite, en effet, de rencontres et d'échanges. Il y a une offre qui a été faite surtout d'avoir un cessez-le-feu et d'enclencher, justement, des discussions plus larges. Et je pense que c'est une très bonne chose. Donc il faut maintenant voir ce que les parties prenantes suivront. Mais je vous le dis, mon souhait, c'est qu'aujourd'hui, le feu cesse, c'est qu'aujourd'hui, en particulier, les populations civiles soient préservées et c'est que toutes les parties reviennent autour de la table. Et d'ailleurs, si la discussion doit revenir autour d'un deal, je le disais, nous avons un cadre existant qui est celui du JCPOA, il doit être élargi, c'est ce que nous plaçons depuis maintenant plus de 7 ans. Et je pense que c'est aussi une bonne chose si on y inclut tous les pays de la région, qui sont les premiers menacés par un risque nucléaire comme un risque balistique, et comme les activités de ces groupes, qu'il s'agisse du Hezbollah, du Hamas ou des milices chiites. Donc je pense que c'est une très bonne chose et la France le soutient.

Journaliste

Et Trump est d'accord pour faire revenir les Européens à la table ou est-ce qu'il conditionne ça à l'arrivée de la Russie, par exemple ?

Emmanuel MACRON

Alors, écoutez, ça, je ne veux pas rentrer dans ces discussions. Il y a un cadre qui existe dans lequel nous sommes. Il y a une disponibilité qui est la nôtre. Là, le plus important, c'est qu'on ait un cessez-le-feu. Avec la Russie, on a passé des semaines pour savoir s'il fallait que les Européens soient dedans ou dehors. Le tout, c'est qu'on ait un cessez-le-feu. Ça a commencé en février, on est en juin, on n'a toujours pas le cessez-le-feu. Moi, je suis un pragmatique. Je cherche l'effet utile. Voilà. Et je sais ce que nous, nous savons faire. Et donc nous, nous offrons ce cadre diplomatique pour reprendre ces échanges.

Journaliste

Qu'est-ce qui vous fait espérer ce cessez-le-feu alors que le président, enfin plutôt le Premier ministre israélien, lui, répète que l'offensive continue ? Il parle même d'une éventuelle attaque contre le numéro un iranien en explorant sa mort ?

Emmanuel MACRON

Je dis clairement, j'ai été très clair vendredi dernier, l'accès à une arme nucléaire avec les capacités balistiques qui sont les siennes par l'Iran est une menace existentielle pour l'Israël, et c'est d'ailleurs une menace pour nous tous. Et donc personne ne souhaite que l'Iran accède à ces capacités. Dans le même temps, je l'ai dit, je considère que cette question maintenant doit se régler par la discussion. Et je considère que tout ce qui frappe les populations civiles, qui va au-delà de l'objectif qui était initialement recherché, qui était de marquer un retour en arrière du programme nucléaire, n'est pas justifié. Et donc c'est très important aujourd'hui que les populations civiles, d'ailleurs les populations civiles en Israël comme en Iran, soient préservées, et donc qu'on puisse revenir à la table des discussions. C'est ce que la France soutient. Et après, à ce stade, de manière objective, rien ne me laisse espérer dans les prochaines heures que les choses bougent, mais je pense que s'il y a un engagement américain, compte tenu de ce que les États-Unis d'Amérique représentent dans la capacité d'Israël à mener ses opérations, d'un point de vue logistique et militaire, c'est un des seuls éléments qui peut changer les choses.

Journaliste

Monsieur le Président, sur le dossier ukrainien, vous disiez espérer, avant le début de ce G7, des avancées, notamment obtenir des sanctions, un soutien du président américain pour des sanctions nouvelles contre la Russie. Son départ précipité ce soir change la donne, évidemment. Le président Zelensky est censé arriver demain. Est-ce que ça signe d'ores et déjà l'échec de ce G7 sur le dossier ukrainien ?

Emmanuel MACRON

Non, je ne crois pas. Je pense que sur les sujets à la fois commerciaux comme ukrainiens, et d'ailleurs plus largement, c'est une reconvergence qu'il faut faire. Sur l'Ukraine, d'où partons-nous, où sommes-nous et où voulons-nous aller ? En février dernier, le monde était sidéré, pensait qu'il y avait un divorce, une remise en cause du soutien américain à l'Ukraine, et, en quelque sorte, la crainte que nous avions tous, c'était qu'on allait vers une capitulation forcée. Parce que nous avons collectivement mobilisé nos efforts, que nous avons bâti cette coalition des volontaires. Les Européens ont montré qu'ils étaient prêts à prendre un effort de guerre supplémentaire, à participer aux garanties de sécurité du jour d'après et à tenir. Et donc nous avons, en quelque sorte, construit un arc électrique.

Dans le même temps, le président Zelensky s'est réengagé lui-même et, dès le mois de mars, a accepté le principe d'un cessez-le-feu à Doha, puis, quelques semaines plus tard, le principe d'une rencontre physique en Turquie. Au moment où je vous parle, c'est la Russie qui a menti de manière constante au président Trump. Elle lui a menti en disant, on veut la paix, et en ne répondant jamais à son appel au cessez-le-feu. Elle lui a menti en disant, nous sommes prêts à rencontrer le président Zelensky, mais en évitant toute rencontre. Et donc aujourd'hui, nous, notre conviction, c'est que si nous voulons aller vers la paix, il faut en effet montrer notre résolution ensemble et notre capacité à aller beaucoup plus loin dans les sanctions. L'Union européenne a préparé un nouveau train de sanctions, mais qui est, par sa nature, une rupture profonde avec les précédents. Ce n'est pas simplement le 18e train de mesures, c'est par la radicalité des mesures économiques qui sont prises, sur le plan financier ou des matières premières, quelque chose qui, de nature, a véritablement changé l'impact sur l'économie russe. Et à côté de ça, les sénateurs américains, menés par le sénateur Lindsey Graham, proposent des sanctions assez similaires à celles que nous avons sur la table. Et d'ailleurs, c'est ce dialogue qui a nourri les nôtres. La question que j'ai posée ce matin au président Trump, c'était de savoir s'il laisserait ses sénateurs avancer, il m'a répondu plutôt positivement, ce qui est pour moi une très bonne nouvelle, parce que je pense que le sénateur Lindsey Graham et tous les sénateurs qui l'accompagnent ont fait un très bon travail. Et donc, si dans les semaines qui viennent, les Européens et les Américains de concert portent justement ces sanctions de la sorte, c'est véritablement une transformation de la situation, parce que la capacité de l'économie russe à résister sera vraiment remise en question et parce que, surtout, beaucoup aujourd'hui, des partenaires qui, parfois, bénéficient de cette situation ou qui, de fait, par les transferts financiers qui sont faits, aident la Russie dans son effort de guerre, seront beaucoup plus entravés. Donc c'est ça, aujourd'hui, ce sur quoi nous nous concentrons. C'est, en fait, casser la linéarité du conflit par ces sanctions nouvelles qui, je l'espère, permettront, en tout cas, de conduire la Russie à revenir à la table des discussions.

Moi, ce que je souhaite, c'est un cessez-le-feu, un retour à la discussion de tous et une capacité à mettre autour d'une même table le président Poutine, le président Zelensky, les Américains, les Européens, et trouver un chemin avec des concessions sur les différents sujets territoriaux, sécuritaires, qui permettent d'avoir une paix robuste et durable.

Journaliste

Selon la Maison-Blanche, le chef de l'État américain va en fait rester au dîner ce soir, puis partir juste après. Est-ce que vous comptez vous servir de ce dîner pour tenter de convaincre, de signer un communiqué commun à quelque chose ? Est-ce que c'est important aujourd'hui que le G7 sorte avec un communiqué commun ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je pense que ce qui est important surtout, c'est qu'il y ait une ligne d'action commune. Je ne suis pas président de ce G7. J'aurai cette charge l'année prochaine. On a vécu tous les cas de figure. Je pense qu'il faut qu'il y ait des lignes d'action en effet communes qui soient validées, et je ferai tout pour appuyer le Premier ministre Mark Carney dans ce sens. Et je pense que ce serait une bonne chose. Mais surtout, ce qui est important, c'est qu'il y ait une reconvergence, et le fait que le président Trump s'engage personnellement dans les prochaines heures à obtenir justement un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran est une très bonne chose. Le fait qu'il s'engage, ce qui a toujours été notre ligne, à ce qu'on reprenne la discussion sur la limitation du nucléaire et du balistique, le fait qu'ils puissent s'engager, comme je l'ai dit après les discussions de ce matin sur la Russie, est une très bonne chose.

Il faut maintenant qu'on arrive à accélérer nos travaux communs sur le commerce et obtenir enfin un accord le plus vite possible entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique. Donc je pense que oui, je ne suis pas obsédé par les communiqués. J'ai connu aussi des G7, vous savez, c'est le fait d'être un vétéran. Il faut avoir toujours beaucoup d'humilité. Il y a 7 ans, on avait signé un communiqué du G7, et puis le président Trump a dit qu'il ne le signait plus dans l'avion. Donc parfois, il ne faut pas s'empresse de signer des communiqués sur place. C'est l'action qui compte.

Journaliste

C'est quoi, c'est un départ précipité positif ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, vu l'objectif poursuivi, oui.

Journaliste

Pourquoi les États-Unis n'ont pas voulu dans la journée, justement, adopter cette déclaration commune sur Israël et l'Iran ? Quel est le dessous, justement, de leur refus ?

Emmanuel MACRON

Il ne m'appartient pas de commenter la position américaine. Je pense que d'abord, ils voulaient sans doute se concentrer sur la discussion qui était en cours, mais aussi et surtout, je pense qu'en fait, la discussion, elle est extrêmement consensuelle. Et donc honnêtement, quand vous regardez le communiqué qui sortira, je pense qu'il ne vous apprendra pas grand-chose par rapport à ce que je suis en train de vous dire. Donc c'est très consensuel et je pense que ça ne donne pas lieu à quelques écarts de position que ce soit. Maintenant, ce qui est important pour moi, pour revenir plus largement sur la situation dans la région, c'est que — et je remercie le président Trump de son engagement — il puisse obtenir ce cessez-le-feu entre Israël et l'Iran. On en a besoin. Ensuite, qu'il y ait une discussion qui soit reprise. Soit c'est une discussion dans le cadre des mécanismes prévus par le JCPOA et qu'on essaie d'élargir et de reprendre, soit c'est une discussion *ad hoc*, nouvelle. Peu importe, le tout, c'est qu'on arrive à encadrer les activités balistiques, nucléaires et les financements de mouvements régionaux de l'Iran. Je pense qu'il est important qu'il y ait évidemment les États-Unis d'Amérique, je pense qu'il faut qu'il y ait au maximum les États de la région, qui avaient été oubliés dans le JCPOA il y a 10 ans. Je pense que les Européens y ont évidemment leur place, et en particulier le groupe E3.

Ensuite, cette situation, il faut l'utiliser pour immédiatement obtenir un cessez-le-feu à Gaza. Et il ne faut absolument pas que ce qui se passe aujourd'hui nous fasse oublier une seule seconde la situation intolérable à Gaza, ou encore hier, les frappes qui ont fait plusieurs dizaines de morts, ou la situation humanitaire qui perdure. Et donc je veux ici le redire, notre position est claire, un cessez-le-feu le plus vite possible, et ça, j'en ai reparlé avec le président Trump, et c'est aussi l'une des choses qu'on peut obtenir à court terme et qu'il faut obtenir d'Israël. Rien ne justifie les combats et le blocus humanitaire à Gaza. Il n'y a aucun intérêt sécuritaire qui le justifie. C'est faux de le dire. Et donc il faut maintenant obtenir un cessez-le-feu, une reprise de l'aide humanitaire, la libération des otages, ce qui permettra de réenclencher le processus politique, d'abord sur Gaza, puis avec la perspective des deux-États, et reconvoquer le plus vite possible la conférence qui permettra d'aller en ce sens.

Journaliste

Monsieur le Président, les Israéliens semblent vouloir aller jusqu'au bout parce qu'ils espèrent une chute du régime de Téhéran. Est-ce que, déjà, c'est un objectif que vous partagez ça ? Est-ce que vous pensez qu'on peut, aujourd'hui, arriver à ça, que c'est souhaitable pour la région ? Et est-ce que, dans ce contexte, il n'est pas vain de penser que les Israéliens peuvent revenir autour de la table ?

Emmanuel MACRON

Je vais vous dire, je pense que tous ceux qui croient qu'en frappant avec des bombes depuis l'extérieur, on sauve un pays malgré lui-même ou contre lui-même, se sont toujours trompés. Je pense que les peuples sont souverains, ils changent leurs dirigeants par eux-mêmes, et que tous ceux qui ont voulu par le passé changer des régimes par des frappes ou des opérations militaires ont commis des erreurs stratégiques. Voilà. C'est l'expérience qui nous l'apprend. Et je ne pense pas que ce soit à des puissances étrangères de changer les régimes politiques en cours. Je pense que c'est au peuple souverain de le faire. Voilà. Et j'ai toujours eu cette conception et je continuerai à l'avoir, ça aide. Donc en l'espèce, il ne m'appartient pas de commenter les choses. Quand j'ai eu le Premier ministre Netanyahu vendredi, il m'a dit que ce n'était pas son objectif stratégique. Son objectif stratégique était que le programme nucléaire et le programme balistique ne puissent pas passer des seuils qui étaient selon lui inadmissibles et qui avaient été dûment documentés.

Journaliste

Merci beaucoup. Merci.

Emmanuel MACRON

Merci à vous. Vous vouliez poser une dernière question ?

Journaliste

Je voulais juste vous demander votre position sur la fermeture du stand d'Israël au salon du Bourget.

Emmanuel MACRON

Écoutez, les positions étaient claires. Elles avaient été discutées d'ailleurs avec l'ambassade d'Israël. Les discussions ont été conduites par le secrétariat général à la Défense et Sécurité nationale et par notre ministère des Affaires étrangères. C'est notre devoir dans la période de permettre d'exposer les coopérations techniques, militaires, défensives auxquelles, d'ailleurs, parfois, nous participons et qui sont légitimes, mais que ne soient pas exposés des équipements offensifs qui, pour certains, sont utilisés à Gaza. Et je pense que c'est légitime et que ça a été fait sur le mode de la coopération avec les organisateurs et qu'à partir du moment où les règles qui avaient été partagées, agréées par les deux parties n'étaient pas respectées, mais c'était normal qu'avant l'ouverture, les organisateurs, avec les services de l'État, appliquent ce qu'ils avaient dit qu'ils feraient. Voilà. Mais je pense que vu le contexte qu'on évoque, ça me semble marginal et je pense qu'il ne faut pas en faire trop. Mais ça se fait en bonne foi, en respect, mais avec de la cohérence aussi.

Journaliste

Merci Monsieur le Président.